



COMMISSION POLITIQUE ET REGULATION

Groupe de Travail Harmonisation des Cadres Politiques et Juridiques (GTHPJ)

19 février 2026, en distanciel

UPAP-CA-CPR-GTHPJ-05-2026-Doc n°04 et Annexe

Original : français

RAPPORT DES REUNIONS DU GROUPE D'EXPERTS JURIDIQUES

Point n°6 de l'ordre du jour

1. Objet Rapport des réunions du Groupe d'experts juridiques	2. Références/paragraphes <ul style="list-style-type: none">• Documents de travail ;• Conclusions de la réunion
3. Décision attendue <ul style="list-style-type: none">• Examiner le rapport du Groupe d'experts juridiques ;• Formuler des commentaires, observations et recommandations	

I. INTRODUCTION

Le Groupe d'Experts juridiques (GEJ) a tenu les 03 et 16 février 2026 sa sixième réunion en distanciel du cycle 2021/2022-2025/2026 sous la présidence du Royaume d'Eswatini représenté par Monsieur Noel Mabuza.

Outre les Membres du Groupe d'Experts juridiques présents, les Etats membres et partenaires suivants y ont participé en qualité d'observateurs : **Cameroun, Côte d'Ivoire, Egypte, Gabon, Lesotho, Mali, Ouganda, République Démocratique du Congo, Sénégal, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe et l'UPU.**

Pour le compte du Secrétariat général, les membres du personnel ont été conduits par Dr. Sifundo Chief Moyo, Secrétaire général et Madame Jessica SSENGOOBA, Secrétaire générale adjointe tandis que Monsieur Arnaud Philippe SAWADOGO, Chef de département politiques, régulation et affaires juridiques a assuré le Secrétariat de la réunion. La liste des participants est jointe **en annexe 1**.

La réunion du Groupe d'Experts juridiques s'est déroulée suivant son projet d'ordre du jour et a débuté par les allocutions successives du Président du Groupe et du Secrétaire général de l'UPAP. Les

allocutions d'ouverture ont été suivies de la Confirmation du Bureau puis de l'adoption du projet d'ordre du Jour.

A l'exception de l'**Algérie et de la République du Bénin**, tous les Etats membres du Groupe d'Experts juridiques étaient représentés. Quant au projet d'ordre du jour, il a été présenté sous le document n° **UPAP/CA/CPR/GTPJ/GEJ/05/2026- Doc N°1** et a été adopté sans amendement. L'ordre du jour adopté est joint en **annexe 2**.

La Réunion du Groupe d'Experts juridiques a successivement examiné les documents suivants qui ont été présentés par le Secrétariat général de l'UPAP :

II. AVANT-PROJET DE PROGRAMME D'ACTIVITES EN MATIERE JURIDIQUE ET DE POLITIQUE POUR LE CYCLE QUADRIENNAL 2026/2027-2029/2030

A l'issue de la présentation, les membres du Groupe d'Experts juridiques ont adopté sans amendement l'avant-projet de programme d'activités juridiques et de politique assorti de **douze (12) objectifs et vingt (20) activités** dont la réalisation concourra à l'atteinte des objectifs stratégiques du cycle 2026/2027-2029/2030 en matière juridique et de politique. Le Groupe d'experts juridiques a en outre recommandé la présentation dudit document au Groupe de Travail sur l'Harmonisation des cadres politiques et juridiques. Le document n° **UPAP/CA/CPR/GTHPJ/GEJ/05/2026 - Doc N°02 et annexe y relatif** est joint en **annexe 3** et sera présenté au Groupe de travail sur l'harmonisation des cadres politiques et juridiques.

III. PROPOSITIONS D'AMENDEMENT AUX ACTES DE L'UNION, AUX REGLEMENT INTERIEURS DE LA CONFERENCE ET DU CONSEIL EN CE QUI CONCERNE L'INTRODUCTION DES REUNIONS ET VOTE EN LIGNE

Présentées sous le document n° **UPAP/CA/CPR/GTHPJ/GEJ/05/2026 – Doc n°3 et Annexe**, les propositions d'amendement des Actes de l'Union, aux Règlement intérieurs de la Conférence et du Conseil en ce qui concerne l'introduction des réunions et vote en ligne ont été examinées et adoptées par les membres du Groupe d'Experts juridiques moyennant, outre des observations de forme, les observations majeures ci-après :

- i) Tenir compte de la sécurité dans la définition du terme « Réunions en ligne »**
- ii) Inclure le vote par acclamation dans la définition du terme « vote physique/en présentiel ;**
- iii) Réécrire la proposition d'amendement à l'article 18 (3) des Règlements intérieurs de la Conférence et du Conseil d'administration ainsi qu'il suit : « Toutefois, tout Etat membre est habilité à demander le scrutin secret. Dans ce cas, si au moins deux (02) Etats membres soutiennent la demande et deux (02) autres s'opposent à la demande de scrutin secret,**

elle est immédiatement soumise au vote à main levée et est considérée comme adoptée si la majorité simple des Etats membres présents et votants lui est favorable.

Le document détaillé joint en **annexe 4** sera présenté au Groupe de travail sur l'harmonisation des cadres politiques et juridiques.

IV. AUTRES PROPOSITIONS D'AMENDEMENT AUX ACTES DE L'UNION, AUX REGLEMENT INTERIEURS DE LA CONFERENCE ET DU CONSEIL

Le Secrétariat général a présenté le document n° **UPAP/CA/CPR/GTHPJ/GEJ/05/2026 - Doc N°4 et annexe** portant propositions d'amendement aux Actes de l'Union et aux Règlement intérieurs de la Conférence et du Conseil. Après la présentation, les membres du Groupe d'Experts juridiques ont formulé les observations substantielles suivantes avant d'adopter le document et de recommander son examen par le Groupe de Travail sur l'Harmonisation des cadres politiques et juridiques :

- i) Ajouter le passage « **ci-dessus mentionné** » à l'**article 6 (1)** de la Convention de l'UPAP au lieu d'amender cet article tel que proposé dans le tableau des amendements;
- ii) Ajouter un nouvel alinéa à la proposition d'amendement à l'article 10 de la Convention de l'UPAP ainsi qu'il suit : « **Toutefois, les organes permanents et subsidiaires peuvent créer d'autres organes subsidiaires et/ou ad hoc en vue de réaliser les objectifs de l'Union** »;
- iii) Ajouter un nouvel alinéa à l'article 22 de la Convention de l'UPAP ainsi qu'il suit : « **Tout différend qui implique le Secrétaire général doit être soumis au Conseil.** » ;
- iv) Supprimer l'alinéa 2 de la proposition d'amendement à l'article 7 du Règlement d'Exécution de la Convention de l'UPAP ;
- v) Préciser dans la proposition d'amendement à l'**article 8 (Nouveau), alinéa 5 (d)** du Règlement d'Exécution de la Convention que les abstentions, les bulletins blancs ou les bulletins nuls sont pris en considération dans le cadre de la régularité et de l'intégrité du scrutin ;
- vi) Prévoir à la proposition d'amendement à l'**article 22 (2)** du Règlement d'Exécution de la Convention la levée temporaire de la perte du droit de vote si l'Etat membre s'acquitte, au plus tard 30 jours avant le début de la session du Conseil ou de la Conférence, d'au moins 50% de ses arriérés de contribution obligatoire tel que prévu par le Règlement financier de l'UPAP.
- vii) Remplacer dans la proposition d'amendement à l'**article 36 (2)** le passage « **...avant leur soumission à l'examen de la Conférence** » par « **...avant la date d'ouverture de la session de la Conférence** »

Le document détaillé joint en **annexe 5** sera présenté au Groupe de travail sur l'harmonisation des cadres politiques et juridiques.

V. SUSPENSION DES ETATS MEMBRES A L'UNION AFRICAINE : PROPOSITION DE MESURES APPLICABLES A L'UPA

A l'issue de la présentation du document n° **UPAP/CA/CPR/GTHPJ/GEJ/05/2026 – Doc n°5 et Annexe** portant suspension des Etats membres à l'Union africaine : propositions de mesures applicables à l'UPAP, les membres du Groupe d'Experts juridiques ont formulé les observations et commentaires suivants :

- i)** L'Union africaine est organisation politique tandis que l'UPAP est une organisation chargée de questions techniques en l'occurrence les services postaux ;
- ii)** La question soumise à l'examen du Groupe d'Experts juridiques est très sensible et requiert impérativement la prudence et la délicatesse afin d'assurer la continuité et la bonne exécution des missions de l'UPAP ;
- iii)** La décision à prendre ne devra pas impacter négativement les droits des citoyens ordinaires des Etats membres concernés notamment le droit de bénéficier des services postaux à travers le réseau postal africain ;
- iv)** La suspension pure et simple ou les mesures envisagées risque d'affecter les finances de l'Union et son fonctionnement;
- v)** Les participants ont évoqué des cas similaires qui se sont produits dans l'espace de la SADC où un Etat membre avait été suspendu d'un comité spécialisé du fait de sa suspension à la SADC. Ils ont en outre évoqué le cas de l'UPU et de la Palestine lors du Congrès de Dubaï au cours duquel la Palestine a été reconnue comme Etat membre de l'UPU mais avec des droits limités.

A l'issue des échanges, bon nombre d'Etats membres du Groupe d'Experts juridiques ont recommandé l'option 2 tout en préconisant des assouplissements aux mesures proposées et des benchmarks auprès d'autres organisations internationales. Toutefois, d'autres Etats membres ont souhaité poursuivre la réflexion avant de se prononcer. A cet effet, il a été convenu que lesdits Etats membres transmettent au Secrétariat général, au plus tard le 17 février 2026 en fin de matinée, leurs opinions sur les mesures proposées afin de permettre au Secrétariat général de l'UPAP de finaliser la rédaction du rapport de réunion à présenter à la réunion du Groupe de Travail sur l'harmonisation des cadres politiques et juridiques prévue se tenir le 19 février 2026.

Le document détaillé joint en **annexe 6** sera au Groupe de travail sur l'harmonisation des cadres politiques et juridiques.

VI. DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE REUNION

Les Membres du Groupe d'Experts juridiques ont été informés que la présente réunion constitue la dernière du cycle 2021/2022-2025/2026. Par conséquent, la prochaine réunion sera organisée au cours du cycle quadriennal 2026/2027-2029/2030 et sous réserve d'une décision de maintien du groupe d'experts juridiques par la Commission administrative et technique qui sera chargée des questions juridiques.

VII. DIVERS

Aucun divers n'a été présenté ni par les participants ni par le Secrétariat général.

VIII. CLOTURE DE LA REUNION

Le Secrétaire général de l'UPAP et le Président du Groupe d'Experts Juridiques ont tour à tour prononcé leurs allocutions de clôture a remercié et félicité les membres ainsi que les Etats membres participant en qualité d'observateurs pour leurs contributions pertinentes aux travaux. Ils ont également remercié les membres du personnel de l'UPAP notamment le Département juridique pour les pertinentes propositions d'amendement ainsi que l'équipe technique et les interprètes pour leur engagement indéfectible et la qualité du travail accompli.

Le président du Groupe d'experts juridiques a finalement levé la séance à 13 : 20 (GMT).

Le rapport détaillé de la réunion est joint en **annexe 7**.

ANNEXE 1 : LISTE DES PARTICIPANTS

N°	FULL NAME	MAIL ADRESS	COUNTRY
1.	BASSIROU WADE	wadebassirou2005@yahoo.fr	Senegal
2.	Erica Beta	erica.beta@upu.int	
3.	MAYBIN KASHIMU	kashimum@zampost.com.zm	Zambie
4.	interpreter-Christelle Zami	zamichristelle@gmail.com	
5.	Hadjaratou BAMBA	bamba.hadjaratou@artci.ci	Côte d'Ivoire
6.	Onesime ATCHANG	onesimeatchang@gmail.com	
7.	UPAP CAPO-CHICHI	fructueuxcapo@yahoo.fr	
8.	Tatenda Kwenda	kwendatatenda@gmail.com	Zimbabwe
9.	PAPU Church	church@papu.co.tz	UPAP
10.	Thato Monyake	monyakethato6@gmail.com	Lesotho
11.	PAULINE CATHERINE MUTLEN	paulnemutlen@gmail.com	
12.	UPAP_Tarh Jude Ferdinand	judetarh@gmail.com	UPAP
13.	PAPU-ASG (Jessica Ssengooba)	asg@papu.co.tz	UPAP
14.	PAPU-Abdoulaye NIANG	fid@papu.co.tz	UPAP
15.	Messan Patrice Toueu	m.toueu@telecom.gouv.ci	Côte d'Ivoire
16.	Tumaini Andrew NGUTO	tumainiandrew.nguto@upu.int	
17.	Joseph Zebedayo	joseph.zebedayo@tcra.go.tz	Tanzania
18.	Tiehi Mohapi	tiehi.mohapi@gov.ls	Lesotho
19.	Anawel slimani	nawelslimani74@gmail.com	
20.	Kennedy Dewera	dewera@potraz.zw	Zimbabwe
21.	NETTIE CHIRONGOMA	chirongoman@upu.int	
22.	Arielle WETSHI	arielle.wetshi@arptc.gouv.cd	DRC
23.	Rogasiano Andrea	andrearogasiano@gmail.com	South Sudan
24.	PAPU SAWADOGO Philippe Arnaud	prl@papu.co.tz	UPAP
25.	agatha kyakunzire	agatha.kyakunzire@gmail.com	Uganda
26.	Michelle Traore	marmande.traore@laposte.bf	Burkina Faso
27.	Erneyo John	erneyojohn88@gmail.com	South Sudan
28.	Sidiki Boubacar DOUMBIA	sdoumbia@amrtp.ml	Mali
29.	Erneyo John	erneyojohn88@gmail.com	South Sudan
30.	PAPU I. Ta	sc@papu.co.tz	UPAP
31.	Myriam Attallah	myriamattallah@egyptpost.org	Egypt
32.	Florence MBOUROUKOUNDA	florence.mbouroukounda@arcep.ga	Gabon
33.	PAPU SG Dr. S.C. Moyo	scmoyo1@gmail.com	UPAP
34.	Stanislas Kanvoli	s.kanvoli@telecom.gouv.ci	Côte d'Ivoire
35.	CONGO Joseph MUYEMBE	joseph.muyembe@arptc.gouv.cd	DRC
36.	Dieudonné Tohouindji	dtohouindji@gmail.com	
37.	ERIC CONTAYON	eric.contayon@upu.int	

38.	Yasmina Ashraf	yasmina_ashraf@egyptpost.org	Egypt
39.	Francine Ndayiragije	francine.ndayiragije@yahoo.com	
40.	Sidiki Boubacar DOUMBIA	sdoumbia@amrtp.ml	Mali
41.	Mabuza Noel	noel.mabuza@esccom.org.sz	Eswatini
42.	Waiswa Abudu-Sallam	awaiswa@ucc.co.ug	Uganda
43.	Mashala Gide	mashala.gide@gmail.com	
44.	Erica Beta	erica.beta@upu.int	
45.	Massiratché Fofana Santia	mass.fofana@telecom.gouv.ci	Côte d'Ivoire
46.	Percy Ndlangamandla	percy.ndlangamandla@esccom.org.sz	Eswatini
47.	Sana David COMPAORE	compaoredasada@gmail.com	Burkina Faso
48.	Victoria Ssekandi	vsekandi@ucc.co.ug	Uganda
49.	ZANGBEWENDIN SULVINT COMPAORE	sulzancom@yahoo.fr	Burkina Faso
50.	djibril ira	djibril.ira@tic.gov.bf	Burkina Faso
51.	PAPU_Nathan Mkandawire	qs@papu.co.tz	UPAP
52.	PAPU Anthony Kentse (Anthony Kentse)	ito@papu.co.tz	UPAP
53.	Marthe Mendama	marthe.mendama@arcep.ga	Gabon
54.	Korotoumou TANGARA	ktangara@amrtp.ml	Mali
55.	Senegal Seydou Diakhaté	seydou.diakhate@laposte.sn	Senegal
56.	Martine Mabenga Ndohongo	martine.mabenga@arcep.ga	Gabon
57.	amadou amadou	amadou.amadou@upu.int	
58.	Pauline Catherine Mutlen	paulinemutlen@gmail.com	Cameroon
59.	Abdoulaye KONDE	abdoulayekonde@yahoo.fr	Burkina Faso
60.	Revai Mukuruba	mukuruba@potraz.zw	Zimbabwe
61.	PAPU-LeloMallya (UPAP PAPU)	it@papu.co.tz	UPAP
62.	Francis Ramadhani	francis.ramadhani@tcra.go.tz	Tanzania
63.	Françoise ESSOLA NGOME	tatiananchessy@gmail.com	Gabon
64.	Genevieve BIKIEMBE	genevieve.bikiembe@arcep.ga	Gabon
65.	Tatenda Kwenda	kwendatatenda@gmail.com	Zimbabwe

ANNEXE 2 : ORDRE DU JOUR

A Specialized Agency of the AU



Institution spécialisée de l'UA

GROUPES DE TRAVAIL HARMONISATION DES CADRES POLITIQUES ET JURIDIQUES (GTHPJ)

GROUPES D'EXPERTS JURIDIQUES (GEJ)

3 février 2026, en distanciel

UPAP/CA/CPR/GTHPJ/GEJ/06/2026- Doc N°01

Original : français

ORDRE DU JOUR

BUREAU

PRESIDENT : Eswatini

VICE-PRESIDENT : Burkina Faso

SECRETARIAT : Secrétariat général

MEMBRES : Algérie, Bénin, Ouganda et Tanzanie

Point n°03 de l'ordre du jour

N°	INTITULES	RESPONSABLE
1.	Propos liminaires <ul style="list-style-type: none">PrésidentSecrétaire général	<ul style="list-style-type: none">Président du groupeSecrétaire général
2.	Confirmation des membres du Bureau	<ul style="list-style-type: none">Secrétariat général
3.	Adoption de l'ordre du jour UPAP/CA/CPR/GTHPJ/GEJ/06/2026 - Doc N°01	<ul style="list-style-type: none">Président du GroupeGroupe d'Experts juridiques
4.	Avant-projet de programme d'activités en matière juridique et de Politique pour le cycle quadriennal 2026/2027-2029/2030 UPAP/CA/CPR/GTHPJ/GEJ/06/2026 - Doc N°02 et Annexe	<ul style="list-style-type: none">Groupe d'Experts juridiquesSecrétariat général

5.	Propositions d'amendement des Actes de l'Union, des Règlements intérieurs de la Conférence et du Conseil en ce qui concerne l'introduction des réunions et votes en ligne UPAP/CPR/GTHPJ/GEJ/05/2026 - Doc N°03 et annexe	<ul style="list-style-type: none"> • Groupe d'Experts juridiques • Secrétariat général
6.	Autres Propositions d'amendement des Actes de l'Union, des Règlements intérieurs de la Conférence et du Conseil UPAP/CPR/GTHPJ/GEJ/05/2026 - Doc N°04 et annexe	<ul style="list-style-type: none"> • Groupe d'Experts juridiques • Secrétariat général
7.	Suspension des Etats membres à l'Union africaine : Propositions de mesures applicables à l'UPAP UPAP/CPR/GTHPJ/GEJ/05/2026 - Doc N°05 et annexes	<ul style="list-style-type: none"> • Groupe d'Experts juridiques • Secrétariat général
8.	Date et lieu de la prochaine réunion	<ul style="list-style-type: none"> • Groupe d'Experts juridiques • Secrétariat général
9.	Divers	<ul style="list-style-type: none"> • Groupe d'Experts juridiques • Secrétariat général
10.	Clôture	<ul style="list-style-type: none"> • Secrétaire général • Président du Groupe